

«J'ai beaucoup d'interactions avec des jeunes et moins jeunes. Je me vois comme appartenant à une chaîne humaine: on reçoit et on transmet»



PROFIL

1958 Naissance au Cameroun.

1980 Maîtrise en droit et diplôme de sciences politiques aux universités Lyon 2 et Lyon 3.

1990 Doctorat en droit international de l'IHEID.

1995-1999 Conseil juridique à la Banque mondiale.

1999 Professeure de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Genève.

2011-2017 Membre et vice-présidente du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

2022-2023 Professeure invitée au Collège de France, chaire Avenir commun durable.

Elle est née à Douala, au Cameroun, a vécu quelques années au Nigeria, puis a grandi à Lyon où elle recense, dans l'histoire familiale, des commerçants de la soie. Derrière son apparente discrétion, Laurence Boisson de Chazournes est une passionnée de droit international, qu'elle enseigne à l'Université de Genève.

Depuis janvier, elle enseigne aussi en tant que professeure invitée au prestigieux Collège de France, fondé par François Ier en 1530. A côté des professeurs Denis Duboule et Samantha Besson, elle appartient au cercle très restreint des universitaires de Suisse romande ayant eu droit à un tel honneur. Elle y occupe pour un an la chaire Avenir commun durable. Difficile d'y voir un hasard. Laurence Boisson de Chazournes est sans doute l'une des meilleures spécialistes des questions juridiques liées à l'eau comme ressource naturelle. Elle dirige à Genève la plateforme pour le droit international de l'eau douce au sein du Geneva Water Hub. Elle a aussi été membre du Panel mondial de haut niveau pour l'eau et la paix.

Objectif 2030

«Trente pour cent des frontières internationales se situent le long de cours d'eau, rappelle celle qui était déjà engagée avant le Sommet de la Terre de Rio de 1992 comme secrétaire pour ce qui constituait alors les travaux préparatoires d'une Convention sur les changements climatiques. On travaillait déjà à l'époque sur des définitions, à l'élaboration d'un langage commun et accessible à tous, une fonction importante du droit international. Et Rio fut un moment clé pour universaliser la préoccupation environnementale.»

Pour elle, l'accès de tous à l'eau, qui figure parmi les dix-sept Objec-

tifs de développement durable (ODD) que les Nations unies se sont fixées pour 2030, est «une question de dignité humaine. On ne peut vivre sans un minimum d'eau. Or cette ressource est à l'origine de grandes inégalités à travers le monde.» Pour la professeure, aucun fleuve ne se ressemble. Chacun a une particularité géographique, hydrologique, humaine ou politique différente. C'est dans cette tendance que les fleuves doivent avoir une personnalité juridique. «Il faut permettre à la nature d'avoir une voix juridique», estime-t-elle.

Au Collège de France, la professeure franco-genevoise n'est pas du genre à s'isoler du reste du monde en raison d'un orgueil mal placé. Elle a gardé l'humilité des gens qui peuvent pourtant se targuer de grandes compétences et qui font autorité dans leur domaine. Elle est fascinée par le fait que cette auguste institution est ouverte à

La flamme du droit

LAURENCE BOISSON DE CHAZOURNES

Elle est un des rares professeurs de Suisse romande à avoir l'honneur d'enseigner pour une année au Collège de France. Elle a très tôt identifié l'eau comme un des enjeux majeurs des XXe et XXIe siècles

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

toutes et à tous. Nul besoin de présenter un diplôme universitaire à l'entrée de l'amphithéâtre. Elle ne cache pas son enthousiasme: «Je suis ravie d'accueillir des gens qui réfléchissent. J'ai beaucoup d'interactions avec des jeunes et des moins jeunes. Je me vois comme appartenant à une chaîne humaine: on reçoit et on transmet. Le Collège de France est en ce sens une institution idéale.»

Consciente des enjeux de la globalisation et de ses limites, imprégnée d'éthique, Laurence Boisson de Chazournes croit en la capacité de sursaut de l'humanité, notamment en matière environnementale. Il faut dire qu'elle n'est pas une juriste enfermée dans ses bureaux à ne penser qu'à la théorie du droit. C'est une praticienne. Pour elle, le droit doit avoir un contenu social qui témoigne des attentes de la société. Ses années à la Banque mondiale, dans les années 1990, ont été très formatrices. Elles lui ont

permis de se détacher du formalisme académique français pour se familiariser avec une collaboration anglo-saxonne horizontale au sein de l'organisation de Washington.

Son directeur de thèse, George Abi-Saab, professeur émérite de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) et ex-juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le souligne: «Elle a beaucoup de flair. Depuis l'ère de Reagan et de Thatcher, on a petit à petit abandonné l'étude des organisations internationales. Laurence l'a au contraire approfondie.» Elle a ainsi œuvré comme experte et conseil auprès du Bureau international du travail, de l'OMC et de l'OMS. Elle a aussi officié comme conseil et avocate auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) et du Tribunal international du droit de la mer.

La chasse à la baleine, aussi

Un de ses premiers faits d'armes fut de travailler, au nom d'un Etat du Pacifique, sur la légalité des armes nucléaires dans l'optique d'un avis de la CIJ. Elle a même été recrutée par l'Australie dans un cas relatif à la chasse à la baleine par le Japon. A la Banque mondiale, une de ses premières missions s'articula autour du fleuve Sénégal. Aujourd'hui, elle en est convaincue: des négociations fructueuses sur les problèmes de l'eau peuvent contribuer à résoudre des conflits.

George Abi-Saab résume le personnage: «Elle a montré une grande capacité à grandir intellectuellement grâce à son fort caractère et sa volonté. Pour moi, Laurence, un de mes «enfants intellectuels» dont je suis fier, compte parmi les meilleurs internationalistes de sa génération et parmi les meilleurs spécialistes des organisations internationales.» ■

Un jour, une idée

Au resto-buvette du Grand Conseil vaudois



(RÉGIS COLOMBO / DIAPO.CH)

VÉRONIQUE ZBINDEN
@VroniqueZbinden

Pousser la lourde porte blindée et dûment gardée donnant accès aux salles du Grand Conseil vaudois. Saluer au passage les vestiges d'une des plus anciennes maisons de l'époque romane, pour parvenir à une salle faite de pierre et de bois clair, prolongée par une des plus belles terrasses de la ville. S'attabler enfin parmi les élus du peuple. L'expérience est singulière, sinon unique. Jusqu'ici réservée aux seuls députés, la Buvette du parlement s'ouvre au public quatre midis par semaine – le mardi, jour de session, étant réservé à la politique.

Il faut revenir quelques années en arrière pour comprendre la genèse du projet. Dès 2017, après la reconstruction du bâtiment parti en fumée en

2002, une poignée d'élus, parmi lesquels l'actuelle présidente verte, Séverine Evéquo, songe à ouvrir plus largement ce lieu chargé d'histoire. L'idée fait son chemin, jusqu'à l'irruption du covid... Elle vient de se concrétiser, le temps d'une mise aux normes, l'exploitation étant confiée au traiteur Terre Vaudoise, filiale de Prométerre.

Au fait, qu'y mange-t-on? La philosophie est proche du concept zéro kilomètre: 90% des ingrédients sont vaudois, de préférence bios, le reste est suisse, à l'exception du thé, du café et de quelques épices. La gérante, Christine Bogyo, et le chef, Benoît Del Fabbro, entendent proscrire tout gaspillage. La carte proposait ainsi, à la veille de l'ouverture, une entrecôte beurre aux herbes, un coquelet rôti ou un saucisson vaudois escorté de lentilles, un velouté de courge butternut, des ravioles fraîches

aux champignons. Et même un filet d'omble de la pisciculture de Chamby, escorté d'une discrète sauce citronnée, le tout avec un choix alternatif végétarien.

Les amateurs de malakoffs retrouveront avec plaisir la version primée lors du récent Mondial de la spécialité, soit un beignet un brin modernisé, ultra-croustillant, avec sa garniture d'échalote confite et raisinée. Quant aux vins, la carte fait évidemment la part belle aux domaines de la Ville et aux crus de certains vigneron députés; à cela s'ajoutent bières locales, sodas, limonades artisanales et autres jus de pommes de la région. ■

La Buvette vaudoise, rue Cité-Devant 13, Lausanne, tél. 021 614 25 55 entrée par la Placette Bonnard-terrasse du Grand Conseil, lu, me, je et ve 9h30-14h30, www.labuvette-vaudoise.ch